



## Société de l'information La vision africaine



Le Sommet mondial sur la Société de l'information (SMSI) constitue pour le monde, et notamment pour les peuples d'Afrique, une nouvelle chance à saisir. Archéologie et histoire pointent dans la direction de

l'Afrique en tant que berceau de l'humanité et grand pilier de la civilisation humaine. En dépit de cela et à cause de la conjonction d'une série de facteurs néfastes, l'Afrique, malgré ses vastes ressources et son immense potentiel, est restée en grande partie à la traîne du monde en matière de perspectives de développement. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) font souffler sur le continent africain un vent de renouveau, qui entraîne avec lui un changement de paradigme dans la façon dont les gens vivent, travaillent et entrent en communication entre eux et avec les organisations.

Depuis le lancement au milieu des années 90 de l'Initiative africaine sur la société de l'information, le continent a enregistré une myriade de succès: le Projet de télécommunications panafricaines a permis d'améliorer le trafic et l'intégration des réseaux à l'intérieur de l'Afrique; le système de Communications régionales africaines par satellite (RASCOS) permet aujourd'hui les communications par le biais d'un opérateur commun; la télé-densité a considérablement augmenté ces derniers temps dans toute l'Afrique ou presque, grâce notamment à l'essor de la téléphonie mobile, les télé-centres et les centres multimédia communautaires se généralisent et fournissent un accès à la communication dans les zones insuffisamment desservies. Mais il reste encore des défis de taille à relever: infrastructure inadéquate, compétences en matière de TIC, contenu, pour n'en citer que quelques uns.

Dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Continent s'efforce d'utiliser les TIC pour accélérer le développement socio-économique et encourager le commerce et l'intégration au sein de la région.

En rassemblant la communauté internationale et les dirigeants du monde entier dans le but de définir une vision commune de la Société de l'Information passant par l'adoption d'une Déclaration de Principes et d'un Plan d'Action, ce Sommet donnera des orientations et constituera un outil de supervision à l'aune duquel nous pourrions mesurer notre capacité à réduire la fracture numérique, à lutter contre la pauvreté et à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

La vision africaine de la nouvelle Société de l'Information implique la libre circulation des idées et l'aboutissement de la société du savoir, dans laquelle les questions de langues, d'éducation, d'alphabétisation, de dialogue entre les cultures et les civilisations et de développement humain occupent une place de premier plan. Il faudra, pour que cette vision se réalise, une solide volonté politique et un partenariat entre les secteurs public et privé. L'Afrique est prête à relever le défi et demande à ses partenaires en matière de développement de s'engager et d'apporter un soutien sans faille à l'établissement d'une Société de l'Information exempte de laissés-pour-compte. La seconde phase du Sommet, qui se tiendra à Tunis en 2005, constituera une occasion sans précédent d'évaluer la position de chacun d'entre nous sur cette question fondamentale.

**Joaquim Alberto Chissano**  
Président du Mozambique  
Président de l'Union Africaine

### GENÈVE

## Commençons un processus positif



Il a fallu 37 années à la radio pour attirer 50 millions d'auditeurs. En à peine plus de 3 ans, la Toile mondiale (World Wide Web) a atteint 50 millions d'utilisateurs. Cette expansion sans précédent de la société de l'information offre une infinité d'occasions. Le Sommet mondial sur la Société de l'information (SMSI) les place à la portée des peuples du monde entier. Les sceptiques se demanderont peut-être ce que tout cela peut bien faire quand

on a moins d'un dollar par jour pour vivre? Quelle importance peuvent bien avoir la cybersécurité, le courrier non sollicité et les noms de domaine pour ceux qui meurent de faim ou n'ont pas accès aux médicaments de base? Une grande importance, en fait. Tout est question d'accès.

En effet, avoir accès aux Technologies de l'information et de la télécommunication (TIC) c'est prendre son destin en main. L'accès ne se résume pas à l'infrastructure ni au matériel. Il concerne aussi la capacité et le contenu. Avec un accès véritable, les TIC recèlent le potentiel de considérablement élargir la portée de l'éducation, de la formation et des services sanitaires de base. Les TIC peuvent transformer les marchés, les pratiques commerciales, voire la procédure électorale, qui constituent tous des facteurs essentiels pour la mise en œuvre d'un développement durable.

Mais les TIC ne sont qu'un outil. A nous de savoir ce que nous voulons en faire et comment nous voulons l'utiliser. Voilà quels sont les enjeux du Sommet. Il n'y sera pas question de bits ni d'octets, mais de l'élaboration d'une perspective commune sur le type de monde dans lequel nous souhaitons vivre.

Il ne sera possible d'élaborer une perspective commune de ce type que dans le cadre d'un vaste partenariat. Toutes les parties intéressées (gouvernements nationaux, société civile et secteur privé) doivent apporter leur contribution et tous ces groupes ont déjà contribué de façon significative au processus préparatoire.

L'exercice est périlleux et ne manquera pas de susciter une discussion animée. Comme toute discussion novatrice, elle prendra du temps. A Genève le débat ne fait que commencer ici. Ensuite il s'étendra et il se poursuivra, non seulement entre les deux phases du SMSI, à Genève et Tunis, mais probablement bien au-delà. Toutefois, nous ne devons pas nous laisser intimider

par la complexité du défi à relever. Les TIC peuvent faire évoluer radicalement notre monde dans la bonne direction... si tel est notre souhait.

Il s'agit d'un point important. Les TIC recèlent le potentiel de combler le fossé entre riches et pauvres, mais pourraient tout aussi bien cimenter les inégalités, voire faire apparaître de nouvelles lignes de démarcation entre les «info-riches» et les «info-pauvres». L'objectif du Sommet est aussi de garantir que la révolution technologique puisse réellement se transformer en un catalyseur du développement. C'est la raison pour laquelle toute la famille des Nations Unies, à Genève et au-delà, soutient l'Union internationale des télécommunications (UIT) et les autorités du pays hôte dans l'organisation de ce sommet extraordinaire, qui se tiendra sous les auspices de M. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies. Les TIC pourraient se révéler un outil précieux dans les efforts entrepris en commun pour atteindre les Objectifs de développement du

millénaire, ce programme visant à réduire la pauvreté et que les dirigeants du monde entier ont adopté lors du Sommet du millénaire en l'an 2000.

Il est tout à fait logique que notre discussion sur la société de l'information débute ici à Genève. La Toile mondiale, qui a vu le jour dans cette même ville, au CERN, est devenue le support de communication le plus vite adopté de l'histoire. Commençons donc à Genève un processus positif de concrétisation du type de société de l'information que nous souhaitons et faisons en sorte que ce processus se développe, à l'instar d'Internet lui-même. La révolution technologique nous offre à tous des occasions idéales. Il est de notre devoir, au nom de toute la race humaine, de nous ouvrir pour les saisir. Commençons dès maintenant.

**Sergei Ordzhonikidze**  
Secrétaire général adjoint de l'ONU  
Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève

## PHASE 1 DU SOMMET

# Un nouveau type de forum mondial

Il nous aura fallu trois ans pour arriver à ce stade. Je me souviens très bien du jour où il a été décidé de diviser le Sommet en deux parties: la première serait confiée à la Suisse et la seconde à la Tunisie. Ce fut en l'an 2000, j'étais Président de la Confédération helvétique.

Nous voici aujourd'hui à Genève, devant les délégués qui se sont réunis pour participer à un nouveau type de forum mondial, une manifestation avec de multiples parties prenantes, discutant d'un sujet à facettes multiples, complexe et fluide comme peut l'être la « société de l'information » qu'il faut encore définir. Ces délégués auront à se prononcer sur chacun des aspects que comporte notre mode d'interagir sur la planète, notre façon de partager l'information et le savoir, sujet vaste s'il en est qui passe du simple accès à un bon vieux téléphone aux technologies et répercussions d'un satellite de communication.

Le travail accompli au cours de ces trois dernières années est à l'échelle de la complexité du sujet dont nous allons discuter. Tout en plaçant l'accent sur un

processus démocratique, c'est la première fois dans l'histoire qu'un sommet mondial de cette envergure réunit à la fois des représentants de gouvernements, de la société civile et du secteur privé. Tous ont exprimé leur intérêt, ont formulé leurs exigences et se sont fréquemment retrouvés dans des positions conflictuelles.

Je suis convaincu que la partie genevoise du Sommet va donner le ton pour le développement des TIC pendant les décennies à venir. Mais devant des défis aussi importants et des attentes aussi élevées, il sera difficile de parvenir à un résultat entièrement satisfaisant après la première phase des discussions.

Les autorités suisses m'ont appelé pour la dernière phase des préparatifs. Mon rôle a été d'aider à dégager un consensus sur les points de friction qui subsistaient, tels que le rôle des médias, la liberté d'expression ou la gouvernance de l'Internet.

J'ai rencontré les représentants de nombreux pays tant à Genève qu'aux quatre coins du monde. J'ai plaidé en faveur de



Adolf Ogi avec le Conseiller d'Etat chinois Tang Jiaxuan

la souplesse, de l'ouverture d'esprit, et de la bonne volonté, afin que des avis à première vue inconciliables pussent être exprimés et que le dialogue pût commencer.

A ma grande surprise, les pôles de confrontation classiques Nord-Sud ou Est-Ouest ne sont pas apparus dans ces discussions. La discussion sur la Société de l'Information a engendré de nouveaux regroupements suivant une nouvelle synergie, des partenaires à première vue vraisemblables qui se sont tout d'un coup associés dans l'intérêt du développement. Je me suis rendu compte que le fait de pouvoir discuter aujourd'hui de manière franche et ouverte de ces sujets au sein

de ce forum démocratique et non pas dans une salle de négociation retranchée représente déjà un grand pas en avant. Pour certains gouvernements, c'est leur système de fonctionnement fondamental qui est remis en cause par l'avènement de la Toile, le world wide web. Ne pas pouvoir contrôler l'information accessible leur est intolérable, alors que d'autres sont parfaitement satisfaits du statut quo et ne souhaitent pas le changer.

Ce sont là les débats auxquels j'ai été confronté. Ils m'ont appris un respect renouvelé pour mes collègues, une appréciation pour les résultats qu'ils ont pu atteindre lors des négociations qui se sont déroulées en coulisse, surtout au cours de la dernière année.

Notre objectif doit être maintenant de nous mettre d'accord sur une déclaration politique, un signe clair indiquant notre engagement en faveur du développement par le biais d'un accès plus équitable à l'information et au savoir. Un deuxième document, le programme d'action, nous servira de plan pour les étapes à franchir d'ici Tunis en 2005.

Le samedi 13 décembre 2003, nous saurons quelle est la direction choisie par les gouvernements, la société civile et le secteur privé pour les années à venir. Quel que soit leur choix, nous attendons de leur part qu'ils fassent preuve de responsabilité lors de ces négociations et qu'ils continuent à promouvoir le développement mondial.

Il ne s'agit que du premier sommet ...

**Adolf OGI**

*Conseiller spécial du Conseil fédéral suisse pour le SMSI*

SMSI

## L'heure des partenariats



Le Sommet mondial sur la société de l'information (qui

doit se tenir à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005) arrive en temps opportun. Organisé par l'Union internationale des télécommunications avec l'appui du système des Nations Unies, il peut nous aider à mieux comprendre comment la révolution de l'information transforme nos sociétés. Il offre l'occasion d'élaborer une vision commune d'une société de l'information qui donne à tous les moyens de se prendre en charge et leur soit bénéfique. Et il peut nous aider à établir des liens spécifiques entre les technologies de l'information et les objectifs de développement du Millénaire fixés par la communauté internationale car, sans un usage créatif et général de ces technologies, ces objectifs seront d'autant plus difficiles à atteindre.

Le Sommet devrait aussi être l'occasion d'établir des partenariats. Nombre de protagonistes ont beaucoup à offrir : les scientifiques qui rendent les technologies possibles, les entreprises du secteur privé qui transforment la science en outils, les

collectivités et les organisations de la société civile qui font preuve d'un si grand dynamisme dans l'utilisation de ces outils, les gouvernements qui établissent les cadres réglementaires nécessaires et les médias, qui sont à la fois créateurs de contenu et liens qui unissent le village planétaire, ainsi que des observateurs indispensables qui nous éclairent sur notre monde – grâce à ce droit précieux qu'est la liberté de la presse, telle qu'elle est énoncée à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux. Parallèlement au Sommet se tiendra le Forum mondial des médias électroniques qui réunira des responsables et professionnels des médias de pays développés et de pays en développement, ainsi que des décideurs pour discuter du rôle des médias électroniques dans la société de l'information.

Les technologies de l'information sont les moteurs de la mondialisation et offrent un énorme potentiel pour aider les gens à améliorer leur vie. Mais elles ne sont pas une fin en soi ou une formule magique qui va résoudre tous nos problèmes. Si la technologie façonne l'avenir, en fin de compte ce sont les gens qui façonnent la technologie et décident de ses utilisations possibles et souhaitables. Le Sommet mondial sur la société de l'information peut et doit nous aider à faire précisément cela.

**Kofi A. Annan**

*Secrétaire général des Nations Unies*

### NOUVELLES TECHNOLOGIES

## Des avantages pour le monde entier



Le Gouvernement espagnol a pour objectif prioritaire le développement de la Société de l'information et prend donc part avec intérêt au Sommet mondial sur la Société de l'information, convoqué sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies et organisé par l'Union internationale des télécommunications.

Ce Sommet offre une occasion unique de mettre en œuvre les initiatives nécessaires à l'instauration de la Société mondiale de l'information.

L'Espagne prend une part active à ce Sommet afin de présenter son expérience de développement de la Société de l'information,

de tirer les enseignements des initiatives entreprises par d'autres pays et de proposer des solutions afin d'apporter au monde entier les bénéfices et avantages de la Société de l'information.

Le Ministère des sciences et technologies a préparé sa participation au sommet en éditant un livre intitulé "La société de l'information au XXIe siècle: la condition du développement" et en élaborant une contribution thématique comportant une série de mesures qui seront intégrées dans un plan d'action.

Je ne considère pas la Société de l'information comme une fin en soi. L'objectif princi-

pal de sa mise en place est de faciliter la vie des individus et des entreprises dans un nouveau cadre relationnel. L'objectif de la mise en place généralisée de la Société de l'information est donc une tâche que tous les pays devraient considérer comme prioritaire.

Le Gouvernement espagnol, avec l'aide et la collaboration de tous les services de l'Administration publique et du secteur privé, a résolument pris position en faveur d'un accès accru des citoyens et entreprises à la Société de l'information par trois canaux principaux: la connectivité, la cyberadministration et l'éducation numérique.

Concernant la connectivité, de grands programmes ont été mis en place pour créer des points d'accès publics à Internet avec des liaisons à grande vitesse dans les régions les plus défavorisées, dans les bibliothèques et les établissements scolaires afin de permettre aux citoyens d'accéder plus facilement à la Toile.

La cyberadministration contribue grandement au développement de la Société de l'information. En outre, la mise en œuvre des nouvelles technologies permet de gagner en efficacité et, en rapprochant les pouvoirs publics des citoyens, d'apporter une amélioration non négligeable à la prestation de services de l'Administration.

D'autre part, la formation aux nouvelles technologies est indispensable si nous voulons instaurer une société misant sur l'innovation et la productivité dans le cadre nouveau de la Société du savoir.

Cette éducation "numérique" doit être offerte universellement à tous les citoyens, une attention particulière devant être accordée aux plus jeunes d'entre eux, car leur formation garantit non seulement l'utilisation des nouvelles technologies dans les années à venir, mais fait de ces citoyens des catalyseurs immédiats de la Société de l'information auprès de leurs proches.

Par ailleurs, la Société de l'information ne peut se généraliser que si nous disposons aussi de services, de contenu et d'applications présentant un intérêt et une utilité véritables pour les citoyens. Dans ce sens, je forme le vœu que la communauté hispanique mette à profit la force de sa langue et son marché potentiel pour encourager, alimenter et développer la présence de ce type de services sur la Toile.

Enfin, je souhaite que l'expérience acquise par l'Espagne en matière de développement et de mise en œuvre de la Société de l'information se traduise par un apport de poids au prochain Sommet mondial.

**Juan Costa Climent**

*Ministre des Sciences et de la Technologie  
(Espagne)*

UNESCO

## Vers des sociétés du savoir

Depuis longtemps l'UNESCO s'intéresse activement aux questions clés à l'ordre du jour du prochain Sommet mondial sur la Société de l'information, car elles sont en lien direct avec le mandat stipulé dans les documents fondateurs de l'Organisation, à savoir la promotion de la libre circulation des idées et des connaissances entre les peuples et à l'intérieur de la société.

Avec un grand nombre de nos partenaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, nous sommes convaincus que certaines grandes discussions d'ordre intellectuel et éthique doivent être considérées comme essentielles pour le travail à réaliser dans le cadre du Sommet. L'importance des questions relatives à la technologie et à l'infrastructure est indéniable, mais il faudrait que le Sommet prenne aussi en considération un certain nombre de dimensions sociales, politiques, culturelles et institutionnelles du changement. Ce Sommet offre l'occasion d'aborder un large éventail de questions d'ordre politique, et en intégrant la dimension intellectuelle et éthique, la discussion impliquera une remise en cause de la notion même de «société de l'information» et posera des questions telles que l'intégration sociale,

la jeunesse, l'égalité entre les sexes, la diversité culturelle, les droits de l'homme et le dialogue entre les cultures.

Je suis intimement persuadé que la notion de «société du savoir» est infiniment préférable à celle de «société de l'information», car elle dépasse les questions de connectivité et d'avancées techniques et adopte une perspective plus large et d'un potentiel plus vaste basée sur l'atout que représentent les TIC pour le développement humain.

Il est très important de bien comprendre que les sociétés du savoir peuvent prendre différentes formes, selon les choix. Par conséquent, il nous faut réfléchir au type de sociétés du savoir que nous souhaitons instaurer, à leurs fondements et leurs objectifs et quels sont les principes de fonctionnement devant orienter leur développement. C'est par le biais d'une telle réflexion que nous serons en mesure d'explorer les différentes solutions qui s'offrent à nous en fonction du type de société recherché.

La notion de «sociétés du savoir» nous permet également mieux d'aborder trois grands défis pour l'avenir:

- tout d'abord, réduire la fracture numérique qui aggrave les disparités de développement et tient des groupes et des

pays entiers en marge des retombées positives de l'information et de la connaissance;

- Ensuite, garantir la libre circulation des données, de l'information, des meilleures pratiques et de la connaissance et l'accès équitable à ces dernières et enfin,
- constituer un consensus international autour de valeurs et de principes communs.

Quatre grands principes conditionnent l'optique adoptée par l'UNESCO: la liberté d'expression, l'égalité d'accès à l'éducation, l'accès universel à l'information reposant sur la garantie d'un domaine public vaste en matière d'information et la protection et la promotion de la diversité culturelle, y compris le plurilinguisme.

Les sociétés du savoir devraient reposer sur un engagement fort vis-à-vis des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression telle qu'elle figure à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les sociétés du savoir devraient aller de pair avec la pleine mise en œuvre du droit à l'éducation et des droits cul-



turels. Dans les sociétés du savoir, l'accès au domaine public de l'information et de la connaissance à des fins éducatives et culturelles devrait être aussi large que possible. L'un des principes fondamentaux des sociétés du savoir devrait être d'encourager la diversité culturelle et linguistique et de lui permettre de s'exprimer.

J'espère que ces principes cruciaux seront intégrés dans la vision du Sommet et auront une place de choix dans la Déclaration de principes et le Plan d'action. Pour sa part, l'UNESCO, tirant son inspiration de son savoir-faire plurisectoriel

et de son éthique pluridisciplinaire, apporte aux préparatifs du Sommet une perspective différente. En outre, nous bénéficions d'une vaste gamme de partenariats et de collaborations avec un grand nombre de groupes différents de la société et sommes donc en mesure de jeter un pont entre la société civile, les gouvernements, les groupes professionnels et les usagers.

Je suis certain que les dirigeants qui assisteront au Sommet saisiront l'occasion qui leur est offerte de mettre à profit la révolution du savoir pour améliorer la vie de ceux qui ont été laissés pour

compte jusqu'à présent et de créer un monde nouveau fondé sur la connaissance et la libre circulation des idées, ceci dans un esprit de solidarité mondiale.

**Koïchiro Matsuura**

*Directeur général de l'UNESCO*

SMSI

## Une occasion à saisir

Le SMSI réunira des représentants au plus haut niveau des gouvernements, du secteur privé et de la société civile pour débattre des questions que pose le rôle de catalyseur joué par les technologies de l'information et de la communications dans la révolution de la connaissance qui est en train de transformer l'avenir de l'humanité. Les TIC ouvrent de nouvelles perspectives fascinantes en matière d'universalité de l'éducation et de la formation ainsi que pour une multitude d'activités de coopération servant l'intérêt commun et jetant les fondements d'un monde dans lequel la communauté internationale pourrait vivre de façon plus pacifique, plus sûre et plus durable. Les négociations approfondies de la Déclaration de principes et du Plan d'action assurant leur mise en œuvre permettront aux dirigeants assistant au Sommet de se mettre d'accord sur les questions et les principes essentiels devant être mis au cœur du processus destiné à intégrer la composante humaine dans ces technologies et à garantir l'accès universel aux avantages qu'elles sont susceptibles d'apporter. Les événements entourant le Sommet, organisés par la Suisse en sa qualité de pays hôte, le compléteront d'un éventail impressionnant d'exemples pratiques, de pistes à explorer et d'idées venant enrichir l'expérience que constituera le Sommet et renforcer son impact.

A l'heure où les sommets se multiplient, celui-ci se distingue des autres, à la fois par son sujet, qui pèse sur pratiquement tous les aspects de notre vie et sur nos

orientations futures, mais aussi en raison du fait qu'il s'échelonne sur deux phases distinctes, mais étroitement liées. La collaboration étroite entre les autorités suisses en leur qualité d'hôtes de la première phase du Sommet, qui aura lieu à Genève du 10 au 12 décembre 2003, et le gouvernement tunisien en sa qualité d'hôte de la seconde phase, prévue à Tunis du 16 au 18 novembre 2005, garantit le lien et la continuité entre ces deux volets. Les Nations Unies soutiennent avec vigueur le Sommet, dont le Secrétariat est assuré par l'Union internationale des télécommunications. Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, a d'ailleurs détaché Nitin Desai, l'un de ses collaborateurs les plus proches et les plus expérimentés pour conseiller et fournir son aide au Secrétariat.

Les préparatifs de ces Sommets ont mis en évidence les défis que la communauté internationale devra relever pour que les avantages des technologies de l'information et de la communication soient universellement accessibles, particulièrement aux populations des pays en développement. Aucune technologie ne recèle pareil potentiel d'amélioration de la vie et des perspectives de vie des populations pauvres et défavorisées. Mais cette évolution ne se fera pas toute seule. Elle exige une initiative concertée et commune de la part de la communauté internationale, qui doit déterminer les principes et mettre en œuvre les mesures qui seront approuvées au Sommet de Genève, jetant ainsi les fondements indispensables à la création de la société de l'information.

Le Sommet doit être l'amorce d'un processus permanent visant à mettre ces fondements à profit dans le but de prendre des mesures pratiques et d'entreprendre des activités de coopération allant dans le sens d'une participation pleine et entière des pays en développement et des populations les moins privilégiées de tous les pays à la révolution de la connaissance qui constitue la clé de notre avenir commun. En effet, la connaissance est la principale source de création de richesses et l'avantage concurrentiel le plus puissant dans la civilisation technologique d'aujourd'hui et les TIC en sont la voie d'accès.

Il est encourageant de constater que les téléphones mobiles se répandent rapidement dans les pays en développement, mais ce serait une erreur que d'y un rétrécissement de la fracture numérique. Bien au contraire, cette fracture continuera à s'élargir au fur et à mesure des progrès de la révolution numérique, qui dépasseront la capacité d'adaptation des pays en développement. L'expérience nous a en effet appris que la fracture numérique n'est pas due aux insuffisances en matière de terminaux mais à l'incapacité financière d'avoir accès à des connexions et aux tarifs des télécommunications qui les met hors de portée des populations pauvres.

Il est encore temps de lancer à Genève et d'approfondir avant Tunis une initiative visant à étudier les meilleurs moyens de combler cette fracture. Elle pourrait prendre la forme d'un Comité d'experts, indépendante du processus préparatoire de

# « La société de l'information aura un impact profond sur le

Tunis, mais invitée à y contribuer, et dont le mandat serait justement de chercher des solutions aux problèmes qui se posent aux utilisateurs et aux bénéficiaires potentiels. Il pourrait, par exemple, se pencher sur l'idée de permettre aux sociétés de production d'électricité disposant déjà d'une vaste infrastructure d'assurer la transmission des données et d'encourager toutes les formes de communication en bande large, par réseau fixe ou sans fil, au moyen d'une réglementation susceptible de promouvoir l'accessibilité économique par le biais d'incitations.

Il pourrait aussi se révéler opportun de débattre à Genève des mécanismes de gouvernance et de coopération internationales nécessaires pour traiter des questions liées aux TIC, y compris le mandat des TIC en tant que tel.

L'accent doit surtout être mis sur la politique et sur les mesures pratiques les plus aptes à nous permettre d'atteindre l'objectif de l'accès universel aux avantages et aux bénéfices innombrables des TIC, afin que s'ouvre une ère nouvelle, riche de perspectives et porteuse d'équité pour toute la famille humaine. Si tel n'était

pas le cas, les TIC pourraient n'être rien d'autre qu'un facteur contribuant à élargir et à perpétuer le fossé séparant les riches des pauvres. Telle est l'occasion historique que nous offre le SMSI. Nous ne pouvons pas la laisser passer.

**Maurice Strong**

*Conseiller spécial du Conseil fédéral suisse pour le SMSI*

## E-COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

# La cybernétique en action



Le Sommet mondial sur la Société de l'information (SMSI) offre à tous les partenaires de tous les secteurs une occasion majeure de collaborer dans l'optique de combler la fracture numérique. Le lecteur connaît peut-être les avantages que présentent les technologies de l'information et de la communication dans les secteurs de la santé, de l'éducation et autres services offerts par le gouvernement, mais il est moins souvent question du potentiel significatif que recèlent ces technologies en matière de développement du commerce et des débouchés économiques des pays en développement. Au Centre du commerce international (CCI), nous œuvrons, en collaboration avec les partenaires du Sommet, en faveur de la sensibilisation, du développement des connaissances et de la création des compétences aux échelons clé afin que ces technologies soient mises au service du commerce et du progrès économique dans les pays en développement et les économies en transition.

Nous savons tous que les technologies de l'information et de la communication transforment radicalement le monde de l'économie: de l'agriculture aux produits

industriels, en passant par les biens de grande consommation et les services professionnels, tous les secteurs dépendent de la technologie. Les entreprises qui adoptent ces technologies sont en mesure d'améliorer leur position face à la concurrence en réalisant leurs «anciennes» activités avec de «nouvelles» méthodes, qui permettent de réduire les coûts, d'améliorer le service à la clientèle et d'occuper des créneaux totalement nouveaux sur le marché. Malgré ces avantages, toutes les entreprises n'ont pas recours aux technologies de l'information et de la communication, et parmi celles qui le font, toutes ne sont pas équipées pour le faire de façon efficace. C'est le cas notamment d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises situées dans les pays en développement. Elles risquent de ce fait de rester en marge d'un cybermarché ultra compétitif.

Le SMSI constitue pour les partenaires tournés vers le commerce et le développement une enceinte unique au sein de laquelle relever ce défi. Nous organisons les 11 et 12 décembre une série d'ateliers interactifs, en collaboration avec le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) de la Suisse, dans le cadre de la Plate-forme ICT4D du SMSI destinée à aider les petites entreprises des pays en développement et des économies en transition à utiliser les technologies de l'information et de la communication dans le but de renforcer leur compétitivité. Les ateliers, placés sous le thème: *Un marché en évolution: la cybernétique en action*, aborderont le développement du commerce électronique sous un angle pratique. Au cours des sessions, le Centre du

commerce international et le Seco présenteront également leur contribution, par exemple le Programme Bridge sur le commerce électronique, la Plate-forme de commerce électronique entre la Suisse et la Jordanie, des manuels opérationnels portant sur les cyberdéchets et la cybersécurité ainsi que d'autres expériences du monde entier. Ces ateliers interactifs s'appuieront sur les grands thèmes du Symposium InfoDev intitulé: «Le CCI en faveur du développement: ce qu'il faut faire, ce qu'il faut éviter» qui se déroulera les 9 et 10 décembre 2003.

Au fur et à mesure que nous nous rapprocherons de la phase du SMSI devant se tenir à Tunis en 2005, nous reverrons nos programmes liés à la cybernétique afin d'y intégrer les recommandations du Plan d'action du SMSI formulé à Genève en 2003 et prendrons une part active à cette manifestation pour y présenter notre formation à la stratégie relative au commerce électronique et nos programmes de développement du commerce électronique.

Le CCI ne ménage pas ses efforts pour aider les petites et moyennes entreprises des pays en développement et des économies en transition à mieux exploiter la cybernétique et à réduire la fracture numérique. Nous continuerons à remplir notre rôle de partenaire clé du SMSI dans le cadre du Sommet et au-delà en rassemblant gouvernements et partenaires privés autour de la cause du commerce et du développement dans les différentes régions du monde.

**Denis Bélisle**

*Directeur exécutif  
Centre du commerce international (Genève)*

## SOCIÉTÉ CIVILE

# Des attentes réalistes



Au terme de près de deux années de préparatifs et de négociations intenses (à l'échelon international, régional et national), nous voici enfin arrivés à la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information, le 3<sup>e</sup> Sommet des Nations Unies du nouveau millénaire. Les grandes conférences des années 90 nous ont appris à collaborer. Elles ont également amené la communauté internationale à adopter en septembre 2000 la Déclaration du Millénaire et les Objectifs du Millénaire pour le Développement, contenant des engagements qui ont fait date dans l'histoire. Quel rôle le SMSI peut-il jouer vis-à-vis de ces deux questions fondamentales que sont l'état de la coopération internationale et la contribution à des buts et objectifs minimaux convenus voici trois ans? Que pouvons nous attendre de ce prochain Sommet?

Tant du point de vue de la procédure que de la forme, le processus préparatoire du Sommet a marqué le début d'une ère nouvelle. En 2002, à l'occasion du Sommet de la Terre à Johannesburg, les responsables politiques du monde entier ont adopté une démarche à "parties prenantes multiples". La création du Bureau de la Société civile est venue sanctionner cet acquis, voire le renforcer, dans le cadre du processus du

SMSI, ce qui représente une percée majeure dans l'établissement d'une gestion des affaires publiques internationales à consonance plus démocratique. La structure du Sommet elle-même reflète cette évolution et se démarquera complètement de celle des sommets précédents des Nations Unies.

Après l'impasse par laquelle s'est soldé le Prepcom 3, nous avons, au sein de la société civile, adopté une stratégie double. Nous restons engagés dans le processus et souhaitons que cet événement soit un succès. Ceci étant, nous sommes également disposés à produire notre propre déclaration, si les références et les normes minimales que nous avons établies au terme du Prepcom 3 ne sont pas atteintes.

Ces dernières concernent le fossé séparant le Nord et le Sud et le besoin pressant de réduire la fracture numérique, notamment grâce à la création de mécanismes de financement de nature à nous permettre de parvenir à l'objectif prévu, à savoir consacrer 0,7% du PIB à la coopération pour le développement, œuvrant ainsi en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Les dirigeants politiques du monde entier ont reconnu dans la Déclaration du Millénaire que "le principal défi que devons relever aujourd'hui est de faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour l'humanité toute entière". Pour y parvenir, dit la Déclaration, "cet effort doit produire des politiques et des mesures, à l'échelon mondial, qui correspondent aux besoins des pays en développement et des pays en transition et soient formulées et appliquées avec leur participation effective".

Le Sommet qui est sur le point de s'ouvrir nous offre une chance sans précédent de mettre au service de la Déclaration du Millénaire les outils mêmes de la mondialisation, qui en sont aujourd'hui devenus le symbole: les technologies de l'information et de la communication. Si aucun mécanisme de financement n'est mis en place dans la pratique pour réduire la fracture numérique, si les droits de l'homme ne deviennent pas la pierre angulaire de la société de l'information, si Internet n'est pas régi de telle sorte que les droits des uns (à la liberté d'opinion, d'expression et d'information) n'empiètent pas sur les droits des autres (c'est-à-dire que les enfants soient les victimes de la pédophilie ou que les minorités subissent l'incitation à la haine raciale), alors ce Sommet ne facilitera pas la réalisation de la Déclaration du Millénaire ni des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Si telle devait être l'issue, la communauté internationale aurait reculé d'un pas. Il incombera alors à la société civile d'assumer pleinement le rôle et les responsabilités qui lui ont été confiés et de "se dissocier" de l'impasse gouvernementale. Si les gouvernements sont incapables de se mettre d'accord, "nous, le peuple" sommes clairvoyants et nous sommes décidés à utiliser le Sommet comme tremplin nous permettant de faire connaître nos projets et de créer et donner forme à des sociétés de l'information et de la communication axées sur la personne humaine, facteurs d'inclusion et de responsabilisation des citoyens, à qui elles offrent une participation pleine et entière.

**Renate Bloem**

Présidente de la Conférence des ONG (CONGO)

## Sponsors Un grand merci

La Suisse, pays hôte du Sommet mondial sur la société de l'information Genève 2003, souhaite remercier tous les SPONSORS du Sommet et manifester sa gratitude à l'égard des sociétés et organisations suivantes pour leur généreux soutien:

**Sponsor mondial:** Nokia

**Sponsors officiels:** Dorier, Palexpo Genève, SportAccess, Swisscom, Symasystems

**Sponsors partenaires:** Bluewin, Center of Technology and Computers - Genève, Fujitsu-Siemens, International Conference Volunteers, Linux, Federal Office of Computer Science and Telecommunications, Vodafone

**Sponsors contributeurs:** DHL, Office du tourisme de Genève, Unireso, Transports publics genevois (TPG), Tribune de Genève, Le Temps, Neue Zürcher Zeitung, Oracle, Switcher, Twice2 Design Agency, Tagesanzeiger

**Lignes aériennes officielles:** AirFrance, SNL Brussels, Swiss International Airlines.

Des remerciements tout particuliers sont à adresser aux Nations Unies, à l'Union internationale des télécommunications, à la République et Canton de Genève, ainsi qu'à la Ville de Genève.

# Le rôle des parlements

L'un des fondements de la démocratie est le droit pour tout un chacun de prendre part à la gestion des affaires publiques, la condition préalable étant la représentation des citoyens par l'intermédiaire d'un parlement et leur capacité à prendre des décisions bien fondées, ce qui n'est possible que dans un contexte de liberté d'expression et d'accès à l'information. La transparence et la responsabilité publique sont elles aussi indispensables au bon fonctionnement de la démocratie. Toutes deux impliquent le droit fondamental d'accès à l'information relative à l'action gouvernementale. L'objectif du Sommet mondial sur la société de l'information est de faciliter l'accès à l'information, et donc de renforcer la démocratie. Le type de société envisagée par le Sommet est une société au sein de laquelle les peuples de tous les pays, du sud comme du nord, auraient accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et pourraient mieux les exploiter.

La réalisation de ces objectifs passe par des choix importants de politique qui doivent faire l'objet d'un débat public, auquel doivent notamment participer les représentants élus du peuple. Ces questions doivent être portées à l'attention du parlement, afin que la politique adoptée puisse être soumise à l'examen du public et recevoir son aval.

Les choix de politique devront ensuite être transposés dans un cadre juridique. De nombreuses questions liées à l'application de ces technologies devront faire l'objet d'une réglementation. Certaines ont trait à des questions de santé publique et de morale, d'autres relèvent des droits de propriété intellectuelle, d'autres encore de l'accès aux marchés. Toutes exigeront une action législative, qui passera fréquemment par l'intervention du parlement.

Tel est toujours le cas pour la collecte et l'affectation de fonds publics par le biais du budget de l'Etat. C'est une raison de plus pour considérer comme essentiels la participation et le contrôle du parlement à propos des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il faudra des ressources financières considérables pour garantir l'accès et l'utilisation de ces techniques sur l'échelle envisagée par les hommes de vision qui ont lancé le sommet mondial.

Les liens entre la démocratie, le parlement et la société de l'information sont particulièrement frappants dans le domaine de la cyberdémocratie, ce concept qui veut que les technologies novatrices de l'information et de la communication soient mises au service d'une nouvelle forme de démocratie visant à instaurer un lien direct entre les citoyens et les décisions ayant une incidence sur leur vie quotidienne et leur permettant d'avoir un impact concret sur ces dernières.

De même, les nouvelles technologies de l'information et de la communication recèlent un fabuleux potentiel d'amélioration pour les parlements et les parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle et d'initiative législative.

Les perspectives d'amélioration des services publics et de renforcement de l'influence exercée par le citoyen sur le processus de prise de décisions sont à couper le souffle. Les difficultés le sont tout autant. Tout comme un grand nombre d'autres questions d'ordre technique, juridique et éthique, la question de la protection des données et de la vie privée ne devra pas être oubliée.

En dernière analyse, la société de l'in-

SMSI

## La ligne d'arrivée

La marche au Sommet Mondial sur la Société de l'Information franchit la ligne d'arrivée en même temps que s'égrènent les derniers jours de l'année 2003. En cours de route, le processus préparatoire s'est accéléré et les vrais enjeux qui ont accompagné la phase 1 du SMSI ont été mis en lumière. Avec l'étape de Genève, la communauté internationale est désormais consciente du fait que les nouvelles technologies de la communication et de l'information ont déclenché un processus de communication internationale d'un genre nouveau. La prise de conscience, qui a encore du chemin à faire certes, s'appuie sur une évidence : la communication est partagée.

Autrement dit, maîtriser la communication et la révolution numérique c'est s'enrichir mutuellement. Cette maîtrise ne s'acquiert ni en un jour ni en une étape.

formation naissante aura un impact profond sur le fonctionnement de la démocratie en tant que telle, ce qui pose aux parlements du monde entier un défi majeur, le plus grand peut-être, à savoir s'adapter à un monde nouveau, dans lequel l'élection de représentants au parlement n'est plus la seule façon, ni même la façon principale pour le peuple de se faire entendre et d'exercer son contrôle sur le gouvernement.

Le Sommet mondial de la société de l'information porte sur des droits et des questions qui relèvent de l'essence même de la démocratie et du rôle du parlement. La participation des parlements et des parlementaires à la discussion qui vient de s'amorcer et au suivi du sommet revêt donc une importance cruciale.

**Anders B. Johnsson**

*Secrétaire général  
de l'Union inter-parlementaire*

L'UIP organise un débat ouvert à tous les délégués assistant au Sommet. Le Panel parlementaire sur le thème : "L'établissement d'un environnement normatif propice à la Société de l'information: le rôle et la responsabilité des parlements" aura lieu le 11 décembre 2003 de 15 à 18h à la Salle H du Centre de PALEXPO



Après avoir fait œuvre de pionnier à Genève, les gouvernements, la société civile et le secteur privé sont maintenant prêts à parcourir le chemin qui mène à Tunis en 2005 pour la phase 2 du SMSI.

Ce Bulletin, qui nous a accompagnés au cours de l'année qui s'achève, arrive aujourd'hui à sa dernière parution. J'aimerais remercier sincèrement toutes les personnalités internationales qui ont apporté ici leur contribution à la communication globale sur le SMSI. A l'aube d'une nouvelle étape, l'information qui rapproche va se poursuivre par d'autres moyens notamment à travers le site [www.wsis-online.net](http://www.wsis-online.net) qui restera en service jusqu'à la conclusion de la phase de Tunis.

**Daniel Stauffacher**

*Ambassadeur  
Délégué du Conseil fédéral suisse pour le SMSI*